

Affaire Epstein : ce sont les capitalistes qui forment le plus grand réseau de prédateurs !

La poursuite de la publication par le ministère de la Justice américain des documents sur l'affaire Epstein - ce milliardaire qui, en plus de ses affaires, organisait un réseau de prostitution de jeunes femmes, dont certaines avaient 14 ans, et qui est mort durant sa détention aux États-Unis - n'en finit pas de secouer le monde des dirigeants de la planète.

Les ramifications du monde de la bourgeoisie

Les mis en cause ne sont pas tous impliqués dans les sordides affaires de prostitution liées au dossier Epstein, mais tous avaient avec ce dernier des liens amicaux ou financiers, ou les deux.

Ce qui est remarquable, ce sont ces relations de tous ces puissants, milliardaires, têtes couronnées, politiciens : tous font partie du petit monde de ceux qui détiennent les commandes de ce système d'exploitation qu'est le capitalisme, grâce à leurs capitaux ou de par leurs fonctions politiques.

Un petit monde qui se connaît, s'entraide, ferme les yeux sur les écarts de conduite des uns et les affaires litigieuses des autres, et dans lequel les étiquettes politiques sont au fond secondaires.

Epstein avait des liens personnels avec le fasciste Elon Musk aussi bien qu'avec le « socialiste » Jack Lang : le principal à leurs yeux est que tous font partie de cette bourgeoisie pour qui jongler avec des millions sur des comptes dans des paradis fiscaux est chose ordinaire.

Et ce sont ces capitalistes, et les gouvernants à leur service, qui n'ont pas de mots assez durs pour traiter de profiteurs ceux que la misère ou les guerres ont fait fuir des pays ravagés afin d'avoir le droit de grelotter sous une tente en France. Ou encore les travailleurs licenciés, ou les jeunes privés d'emploi.

Et les mêmes traînent devant les tribunaux les travailleurs qui osent résister et relever la tête. Pour preuve : les dizaines de syndicalistes réprimés en ce moment à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux... jusqu'à Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT.

Riposter à l'offensive des capitalistes contre les travailleurs

La bourgeoisie est à l'offensive contre le monde du travail. Patrick Martin, le patron du Medef, pour

ce qu'on en sait, n'est pas un prédateur sexuel abusant de jeunes mineures, mais cela ne le gêne pas de profiter de la galère des jeunes privés d'emploi pour proposer de ressusciter le « Smic jeune » et les contrats « première embauche » avec des salaires au rabais et la possibilité de licencier « sans motif » les premières années.

Ce fameux CPE dont la loi qui l'instituait avait été balayée, il y a exactement vingt ans, par la mobilisation dans la rue de centaines de milliers de jeunes, et de leurs parents.

Mais la bourgeoisie ne se contente pas de projets provocateurs. Les patrons maintiennent les salaires bien au-dessous de ce qu'il faudrait quand les prix des produits alimentaires ont flambé. Et ils utilisent l'arme du chômage pour cela.

Rien qu'en janvier, 2 400 licenciements ont été annoncés chez un géant du CAC 40, Capgemini-Sogeti, 1 800 à la Société générale. ArcelorMittal, autre géant du CAC 40, qui a vu ses titres grimper de 25 % depuis le début de l'année grâce aux perspectives des baisses d'importation d'acier en Europe, n'en annonce pas moins 5 600 licenciements en Europe, dont près de 1 700 en France.

Cette offensive de la bourgeoisie est accompagnée et encouragée par le gouvernement qui cherche par tous les moyens à réduire les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux services publics en général pour dégager l'argent des subventions et des commandes militaires.

Une offensive à laquelle il nous faudra répondre par une contre-offensive, si nous ne voulons pas voir nos conditions de vie et de travail dégradées encore davantage.

Une contre-offensive dont nous avons les moyens car, sans notre travail, ils ne sont rien.

Réorganisation... de la réorganisation

Le Directeur Général de Renault peut vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes en prétendant qu'avec "Ampere 2.0", « *Ampere n'est pas finie mais se transforme* », c'est pourtant bien au « crash » du rêve de De Meo qu'on va assister avec la dissolution de la filiale "Ampere". Arrivé à la tête de Renault à l'époque où la capitalisation boursière de Tesla atteignait des niveaux stratosphériques - plus de 1 000 milliards de dollars fin 2021 - il croyait pouvoir rivaliser avec ce constructeur. C'est pour ça qu'il nous a imposé la découpe du groupe, avec d'un côté la filiale thermique et hybride délocalisée en Espagne et en Roumanie et de l'autre la filiale tout électrique, appelée à voler de ses propres ailes avec une introduction tonitruante en bourse prévue dès la fin 2023. Un projet qui capotera dès janvier 2024, faute d'investisseurs ! Aujourd'hui, la filiale dédiée à l'électrique - dont Ampere Cléon Sas faisait partie - se retrouve transférée dans 4 nouvelles filiales, directement rattachées à Renault SAS... dont l'avenir reste loin d'être garanti. Alors, pour ne plus subir ces stratégies patronales dictées par la rapacité capitaliste ou la mégalo manie de certains patrons - qui dégradent nos conditions de travail et menacent nos emplois - il faudra poser l'exigence de l'expropriation des entreprises capitalistes afin de placer la production sous le contrôle des travailleurs et des populations.

Filialisation maintenue : un prélude à de nouvelles attaques

Le projet d'introduction en bourse ayant échoué et la filiale "Ampere Sas" dissoute, Renault ne revient pas pour autant en arrière sur la filialisation de ses usines : c'était pourtant la justification qui avait été donnée. Les travailleurs de Cléon, Douai, Maubeuge et Ruitz resteront donc dans des filiales, mais cette fois rattachées directement à Renault. Pour l'entreprise, c'est le moyen de fragmenter autant qu'il le peut, site par site, les travailleurs de Renault group, d'affaiblir luttes et résistances collectives, alors que les travailleurs ont des objectifs communs à défendre. Mais c'est aussi le moyen de se préparer à couper des branches au moment où elles seront jugées insuffisamment rentables, en les mettant en concurrence avec les entreprises réalisant les mêmes fabrications, mais plus vite et moins cher. Avec à la clef le chantage à la liquidation ou à la cession à des repreneurs véreux (comme Europlasma à la Fonderie de Bretagne) si les travailleurs n'acceptent pas de renoncer à la défense de leurs acquis en matière de conditions de travail, de rémunération ou aux avantages arrachés à l'occasion de mobilisations.

Acétamiprid : Duplomb revient à la charge

La première loi Duplomb, de juillet 2025 autorisait la réintroduction de l'acétamiprid, un insecticide néonicotinoïde toxique pour les abeilles et persistant dans l'environnement, avec des effets potentiels sur la santé humaine, notamment des fausses couches. Elle avait suscité un large mouvement de protestation matérialisé par une pétition forte de plus de deux millions de signatures réclamant son abrogation : d'où

le débat à l'Assemblée cette semaine. De son côté le Conseil Constitutionnel avait finalement censuré la partie de cette première loi Duplomb autorisant la réintroduction de l'acétamiprid. Qu'à cela ne tienne ! En porte parole obstiné au Sénat des intérêts des grands exploitants agricoles et fort du silence embarrassé, voire complice, du gouvernement, le sénateur LR Laurent Duplomb revient en 2026 à la charge avec une nouvelle mouture de son projet censée passer sans entraves le filtre du Conseil Constitutionnel.

La police tue... pas seulement aux Usa

Fin janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements de la police de l'immigration (ICE). Et dans le monde entier, l'assassinat à Minneapolis de Renée Good et d'Alex Pretti a suscité indignation et réprobation. Mais le procès de cette semaine à Paris de 9 CRS particulièrement violents nous rappelle qu'en France aussi, violences et bavures policières aboutissent souvent à des drames. On se souvient de la mort en 2014 de Rémy Fraisse, militant écologiste, touché à mort par un tir de grenade. Sans oublier entre autres les multiples mutilations de « gilets jaunes », ou de personnes manifestant contre les méga-bassines à Ste Soline en 2023. Et c'est bien à Paris, le 15 janvier dernier, dans les locaux du commissariat du 10ème arrondissement, qu'est mort El Hacen Diarra, victime d'un arrêt cardiaque après une arrestation particulièrement brutale de la police. En France comme ailleurs, contre les salariés en lutte, contre les immigré.es, contre les contestations sociales en général, armée, police et justice sont là pour faire régner l'ordre au service du capital. Tous ensemble, faisons front pour changer ce monde.

Trump : halte à la volonté d'étranglement de Cuba !

Pour le Venezuela, le prétexte était le narcotrafic, pour Cuba ce serait la menace que fait peser ce pays pour la sécurité des USA ! En fait l'impérialisme américain n'a jamais digéré le renversement en 1959 d'une dictature qu'il soutenait, ni la volonté affirmée du régime autour de Castro de construire une société à vocation socialiste libérée de l'emprise impérialiste. D'où depuis plus de 60 ans l'embargo américain, pour tenter d'étrangler Cuba. Quant à l'aide apportée en compensation à l'époque par l'URSS, elle a pris fin avec l'effondrement de cette même URSS en 1991.

Les différentes réformes engagées depuis par le régime cubain ont contribué au développement d'un secteur privé capitaliste et ouvert la porte aux capitaux étrangers. Avec à la clé une remise en cause dans les faits d'acquis sociaux importants (santé, éducation, logement) et un fort développement des inégalités sociales, moteur de contestations, elles-mêmes soumises à une forte répression. Loin de l'idéal « socialiste ». Ce n'est évidemment pas ce qui gêne Trump. Partout dans le monde, dénonçons avec force sa volonté de se débarrasser d'un petit pays qui, à 150 km de ses côtes, refuse de s'incliner devant l'impérialisme dominant.